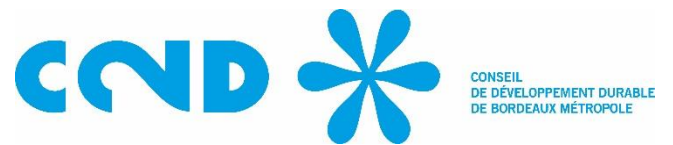




GUIDE POUR LE COMPTE RENDU



1/ Présentation de l'initiative

Organisateur(s) : Bordeaux Métropole et Conseil de développement Durable de Bordeaux Métropole

Intitulé de l'évènement : « En tant que citoyen, comment agir au quotidien pour participer à la transition énergétique ? »

Date et Lieu : jeudi 17 mai à l'hôtel de Bordeaux Métropole

Forme de l'initiative : ateliers de travail

2/ Déroulement

La réunion s'est organisée en trois temps

- Un temps commun de présentation des principes du débat et de la PPE
- Un temps de travail en tables de discussion selon la méthode de l'accélérateur de projet
- Un temps de remise en commun des synthèses des tables et d'échange

1^{er} temps commun (30 minutes)

Floran Augagneur a présenté le débat public au travers d'un diaporama et par la diffusion d'une vidéo de présentation.

Les participants se sont vu remettre :

- La synthèse du dossier du maître d'ouvrage
- La synthèse du rapport du CESE
- Le questionnaire
- Un formulaire leur permettant de poser des questions par écrit s'ils ne souhaitent pas s'exprimer à l'oral

Les participants ont été accueillis par Anne Walryck, Vice-Présidente de Bordeaux Métropole en charge du développement durable et Denis Mollat, Président du Conseil de développement durable de Bordeaux Métropole.

Après la présentation du débat, Virginie Schwarz, directrice de l'énergie et du climat a présenté la PPE. Les participants ont alors pu poser de premières questions.

2^e temps en tables de discussion (1h)

Le public s'est réparti en 5 tables de discussion. Chaque participant s'est vu remettre le numéro de sa table aléatoirement en fonction de son arrivée.

Chacune des tables a été animée selon la méthode de l'accélérateur de projet. Elle vise à faire en sorte que les participants puissent proposer des idées au regard d'une problématique en ayant les informations mais sans que les experts ne conduisent les échanges et les propositions. La méthode est la suivante :

- 1 > le spécialiste présente son sujet et son problème
- 2 > les participants demandent des précisions sur ce qu'ils n'ont pas compris
- 3 > les participants formulent des propositions / le spécialiste prend des notes et ne s'exprime pas
- 4 > le spécialiste réagit

Les thématiques des 5 tables de discussion et les spécialistes mobilisés étaient les suivants :

- Réduire sa consommation énergétique, l'exemple des familles à énergie positive (présentation par Julien Cozic du CréaQ)
- développer des énergies renouvelables, éoliennes, solaire...(présentation par François Menet-Haure de l'Alec)
- mobilités propres et alternatives (présentation par Valérie Diaz de l'a'urba)
- réhabilitation de l'habitat, l'exemple de la plateforme marenov (présentation par Bertrand Véron de la direction de l'énergie, de l'écologie et du développement durable de Bordeaux Métropole)
- financement participatif de l'énergie (présentation par Thomas Guillochon de Hello Asso)

3^e temps de restitution et échange en commun (45 minutes)

Une ou deux personnes de chaque table ont présenté une synthèse des propositions. Ces porte-paroles ont été désignés librement par chacune des tables.

Virginie Schwarz et Anne Walryck ont réagi aux propositions. La salle a ensuite pu poser des questions.

Données générales

- 38 participants.
- Les publics invités étaient composés
 - De personnes engagées dans le dispositif « familles à énergie positive » de Bordeaux puis de Bordeaux Métropole
 - De personnes ayant contribué à la consultation de la métropole sur son programme Haute Qualité de vie
 - Des membres du Conseil de développement durable de Bordeaux Métropole et de son Forum
 - Des étudiants du master Gestion territoriale du développement durable de l'Université Bordeaux Montaigne
 - De la communauté éducative des écoles de Bordeaux INP
 - Des personnes abonnées à la lettre d'information électronique de Bordeaux Métropole
- 7 personnes ont posé des questions orales lors des temps communs

Les participants aux tables de discussion ne disposaient pas tous de la même nature d'expertise (technique, d'usage...). Le dispositif visait justement à mettre en échange, sans hiérarchie, ces différentes implications. Les animateurs des tables de discussion veillaient à la circulation de la parole.

La charte du débat PPE était affichée dans la salle.

Présentation de l'événement : <http://c2d.bordeaux-metropole.fr/Travaux-en-cours/Explorations/Comment-agir-au-quotidien-pour-participer-a-la-transition-energetique>

3/ Contenu des échanges

La majorité des échanges a plutôt porté sur la formulation de propositions que sur un jeu de questions/réponses d'un public à un expert.

Les propositions s'intéressaient à la dimension « agir » de la PPE.

Elles prenaient pour thématiques :

- la réduction de la consommation énergétique des foyers
- le développement des énergies renouvelables, éoliennes, solaires
- les mobilités propres et alternatives
- la réhabilitation de l'habitat
- le financement participatif

De manière générale, l'ambiance était à l'écoute et à l'accueil des propositions et suggestions plus qu'à l'expression des consensus et dissensus.

a) Echanges à l'issue de la présentation de la PPE.

Les questions ont porté :

- sur l'importance de la consommation de matière première dans le cadre de la transition énergétique. Il a été répondu qu'il s'agissait d'une des questions mais qu'elle ne devait pas être bloquante car il continuait à y avoir des découvertes en la matière.
- sur l'ambition européenne de cette politique publique. Il a été précisé que cela serait pris en compte et que la France était à l'initiative sur le sujet.

b) Présentation des propositions issues des tables de discussion

Table 1. la réduction de la consommation énergétique des foyers

Le besoin mis en débat portait sur la manière de développer le dispositif

- dans l'espace (c'est-à-dire recruter plus de familles, car aujourd'hui un plafond de 250 familles chaque année semble atteint)
- dans le temps (rendre les modifications de comportement pérennes)

Propositions :

- un ambassadeur qui va dans tous les foyers expliquer comment on lit une facture, les écogestes simples

- cibler les familles les plus consommatrices
- carotte financière : certifier l'économie d'énergie
- sensibiliser les enfants (les parents suivront)
- créer des équipes soudées (question de la taille de l'équipe) : entreprise ? immeuble ? pâté de maison ?

Table 2 : Energies renouvelables

Le besoin portait sur la massification des énergies renouvelables.

Propositions

- Donner plus de pouvoir au territoire (compétences, fiscalité...)
- Faire un inventaire des atouts du territoire
 - o En matière de ressources naturelle, qualité du sol, vent, ensoleillement...
 - o En matière de compétences des acteurs, ingénieurs, recherche, expériences locales, artisans...
- Obliger que les nouveaux logements (rénovation ou neuf) produisent au moins une source d'énergie
- Développer des liens entre la Métropole et les territoires périurbains voire ruraux du département pour du gagnant – gagnant (la Métropole seule consommera toujours plus qu'elle ne pourra produire)

Craintes :

- Attention aux conflits d'usage (ex : on ne peut pas mettre des panneaux solaires sur un patrimoine architectural protégé)
- Débat non tranché sur les réseaux électriques : quid de l'entretien ?

Table 3 Mobilités

Il s'agissait de voir comment utiliser des modes de déplacement moins consommateurs d'énergie.

Propositions :

- Trajets domicile - travail
 - o Généralisation des voies dédiées aux transports en commun
 - o Navettes pour le dernier km dans les zones d'activité
 - o Communiquer, sensibiliser sur les plateformes de covoiturage
- Favoriser les alternatives au moteur thermique
- Généraliser les pistes cyclables sécurisées
- Sécuriser les vélos garés

- Parkings
- Puces GPS
- Peut-on / faut-il fermer l'accès des centres ville aux véhicules polluants ? Débat non tranché dans le groupe

Table 4 Rénovation de l'habitat

La question portait sur les moyens de mieux inciter à entreprendre une rénovation énergétique de l'habitat.

Propositions :

- nécessité de pédagogie sur la notion de confort
- aujourd'hui le citoyen doit aller vers la plateforme (et donc la connaître, être déjà sensibilisé...). Il faut que ce soit le dispositif qui aille vers le citoyen
- Mise en place d'outils pour les artisans pour les aider à se mettre à jour sur les outils à leur disposition pour la rénovation
- Idem pour les citoyens qui veulent réhabiliter eux-mêmes leur logement
- Débat non tranché : dans le parc locatif, contraindre les bailleurs ou propriétaires privés, en permettant par exemple au locataire d'engager les travaux et obliger le propriétaire à régler la facture
- Il faut créer un document de communication : une seule page qui récapitule les points clés et les explique simplement

Table 5 : financement participatif

Il s'agissait de voir dans quelle mesure le financement participatif pouvait être une ressource pour la transition énergétique.

Propositions :

- Eduquer à l'impact de l'énergie, aux objectifs du PPE
- Communiquer plus sur les enjeux que sur les méthodes (de changement de mode d'énergie)
- Créer une communauté d'ambassadeurs « mixtes » : citoyens, entreprises, associations, collectivités...
- L'Etat doit aider à démocratiser en proposant par exemple des réductions fiscales à ceux qui financent des projets d'énergie renouvelable. Aujourd'hui la déduction fiscale n'est accordée qu'au financement d'associations d'intérêt général. Il faudrait que cette déduction soit étendue au financement de projets d'entreprises en matière de transition énergétique.

c) Echanges à l'issue des présentations de propositions

Virginie Schwarz a proposé une réaction globale à l'ensemble des synthèses.

Elle a noté des leviers majeurs identifiés par les tables :

- L'éducation
- Le prix
- L'accompagnement (aller vers les citoyens), avec une question pour creuser ce sujet : comment en supporte-t-on le coût ?

Elle a pointé que l'autoconsommation n'avait pas spontanément été relevée.

Plusieurs questions et remarques en sont suivies avec la salle auxquelles Valérie Schwarz a répondu

- Question : Pourquoi ne pas rendre obligatoire les panneaux solaires sur tous les toits, au moins dans le sud de la France ?
- Question : Y a-t-il chez ce gouvernement la même volonté que chez les précédents si on compare à la COP 21 ? On a l'impression que non
 - o Réponse : moins de communication peut-être, mais de la volonté de mise en œuvre
- Proposition : C'est difficile de trouver des produits locaux bio abordables. Donc l'autoconsommation est difficile à mettre en œuvre. La collectivité pourrait impulser en prêtant des terrains pour des jardins partagés, en plantant des arbres fruitiers dans l'espace public...
- Témoignage : Il est très difficile quand on a fait l'effort de se doter de panneaux solaires, de trouver des artisans compétents.
 - o Réponse : il y a un problème de compétence et probablement la nécessité de chercher dans une action locale la manière d'y remédier.
- Question : Dans une démarche qui semble systémique, la priorité est-elle mise sur les résultats en matière énergétique ou en matière financière ?
 - o Énergétique d'abord, ce sont les objectifs, mais bien sûr, pour pérenniser, il faut aussi des résultats financiers...

4/ Evaluation de la portée et des résultats de l'évènement

Les participants ont apprécié de pouvoir formuler des propositions sur des objets précis, plutôt que réagir à une politique posée ou à se lancer dans un débat d'ordre général.

Leurs propositions manifestent une attente d'agilité et d'adaptation de l'Etat au fonctionnement de la société civile et des citoyens.

La territorialisation de la transition énergétique, son adaptation à la réalité locale (écartant une planification centralisatrice) constitue un autre message général adressé à l'Etat

Dans la mise en œuvre, on perçoit une oscillation entre évolution des formes de l'accompagnement (aller vers les potentiels utilisateurs d'un service ; un accompagnement plus présentiel, plus adapté aux besoins et aux manières de s'informer ou de changer que de recherche d'une demande pour une offre existante...) et coercition via le passage à l'action plus que par l'incitation voire la sanction (possibilité pour les locataires de faire les travaux sans l'accord préalables des propriétaires...).

Les propositions et les débats ont également pointé que la transition énergétique devait se soucier des conditions de la mise en œuvre ex post y compris dans des détails matériels. La mise en œuvre ne se résume pas à de la gouvernance ou à de l'évaluation mais à la résolution des « irritants » qui peuvent agir comme de puissants grains de sable dans le rouage de la transition. Pour illustrer ce principe, on peut évoquer la difficulté de cette personne qui fait le choix de panneaux solaires pour produire son énergie mais qui est au bord de repasser aux énergies plus traditionnelles compte-tenu des difficultés qu'elle rencontre à trouver des artisans qui acceptent de faire l'entretien et qui fait face à des interlocuteurs qui se renvoient la « patate chaude ».

De manière générale, le public était plutôt dans un état d'esprit de transition énergétique certes, mais sans être dans une militance très active. Les participants témoignent ainsi d'un désir **ordinaire** de contribuer à ce changement dont il faudra probablement que la PPE tienne aussi compte.

5/ Espace complémentaire d'expression